ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Président du Sénat, le 16 juillet 1986, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur des amendements au projet de loi "portant des dispositions fiscales", a donné le 18 juillet 1986 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, op 16 juli 1986 door de Voorzitter van de Senaat verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over amendementen op het ontwerp van wet "houdende fiscale bepalingen", heeft op 18 juli 1986 het volgend advies gegeven :

Dans le bref délai qui lui est imparti, le Conseil d'Etat doit se borner à formuler les observations ci-après (1).

1. Amendement présenté par M. Egelmeers et consorts, à l'article 12 (doc. 310/15) (2).

Le paragraphe 1er de l'article 56 du Code des impôts sur les revenus est reproduit sans autre modification qu'une correction de forme.

+

Au paragraphe 2, l'auteur de l'amendement introduit une limitation à 2 millions de francs en ce qui concerne la déduction des sommes affectées à l'amortissement ou à la reconstitution d'emprunts hypothécaires ayant pour objet l'achat, la construction ou la transformation d'une habitation sociale.

La justification de l'amendement ne fournit aucune explication quant à la motivation de cette nouvelle limitation.

+

---

(1) Tous les amendements soumis à l'avis du Conseil d'Etat sont des amendements au texte adopté par les Commissions (doc. 310, n° 2/5°).

(2) Sauf disposition contraire, toutes les références ont trait aux documents du Sénat de la session 1985-1986.

.../...

L'auteur de l'amendement s'élève contre l'inégalité fiscale qui naîtrait des différences de définition des habitations sociales et moyennes, selon leur implantation dans les trois Régions du pays.

Il est exact qu'en vertu de l'article 6, § ler, IV, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, la matière du logement a été transférée aux Régions et que les dispositions du Code du logement peuvent actuellement être modifiées par les autorités de la Région.

Il y a, dès lors, lieu d'éviter de se référer au Code du logement, qui a actuellement un caractère régional, dans l'article 56, § 2, 1° et 2°, du Code des impôts sur les revenus, qui est une loi nationale.

+

Dans l'attribution de pouvoir donnée au Roi par le paragraphe 2, alinéa 2, la définition de l'appartement ne devrait pas figurer. Les définitions de l'habitation sociale ou moyenne impliquent la notion de partie d'immeuble ou d'appartement.

+

Au paragraphe 3, les deux alinéas devraient être maintenus comme alinéas distincts.

.../...

2. Amendement présenté par M. Geens et consorts, à l'article 13 (doc. 310/10).

La déduction de l'ensemble des revenus nets, d'une nouvelle catégorie de dépenses non professionnelles, constitue un choix politique sur lequel il n'appartient pas au Conseil d'Etat de se prononcer.

L'amendement ne soulève pas d'observation.

3. Amendements présentés par M. De Smeyter et consorts, aux articles 38, 39 et 45 (doc. 310/3).

L'auteur de l'amendement entend obliger le Gouvernement à modifier le taux de l'intérêt moratoire en certaines matières fiscales dès l'instant où ce taux s'écarterait de plus de 1,5 p.c. du taux de l'intérêt légal. Un simple pouvoir facultatif accordé au Roi lui paraît insuffisant.

On ne doit cependant pas perdre de vue qu'en vertu de l'article 2 de la loi du 5 mai 1865 relative au prêt à intérêt, modifié par la loi du 30 juin 1970, le taux de l'intérêt légal peut être modifié par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres. Cette disposition ne soumet à aucune condition l'exercice par le Roi de ce pouvoir.

Pour traduire l'intention de l'auteur de l'amendement, le texte suivant est proposé :

"Le Roi adapte ce taux de manière telle que, établi sur une base annuelle, il ne s'écarte pas de plus de 1,5 p.c. du taux de l'intérêt légal".

.../...

4. Amendements présentés par M. Lallemand et consorts, aux articles 48 et 49 (doc. 310/32).

Partant de l'idée que le logement est, depuis la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, de la compétence des Régions, l'auteur de l'amendement estime que la constitution d'une nouvelle Société nationale du logement est contraire à cette loi.

Cette conception devrait être accueillie si la nouvelle société nationale devait oeuvrer dans le domaine du logement.

Mais il apparaît que le Gouvernement a en vue la constitution d'une société strictement financière qui n'aurait d'autre but que de financer à nouveau les anciens emprunts de la Société nationale du logement et de la Société nationale terrienne, qui ont été émis avec la garantie de l'Etat.

S'il en est bien ainsi, le texte du projet adopté par les Commissions ne prête pas à critique.

5. Amendements présenté par MM. De Smeyter et Pataer, insérant un article 56bis (doc. 310/5).

L'amende administrative prévue à l'article 335 du Code des impôts sur les revenus sanctionne les infractions commises sans que soit requise une intention de fraude ou une intention de nuire, par opposition à ce qui est prévu aux articles 339 et suivants dudit Code.

Les auteurs de l'amendement entendent décupler l'amende administrative actuellement comprise entre 200 francs et 10.000 francs. Son montant varierait désormais entre 2.000 francs et 100.000 francs.

La détermination du montant d'une amende administrative soulève une question d'opportunité politique sur laquelle il n'appartient pas au Conseil d'Etat de se prononcer. Toutefois, lorsque l'amende atteint un montant très important, il y a lieu de considérer qu'elle devient une peine qui ne peut être prononcée que par les tribunaux, en vertu des dispositions constitutionnelles (articles 7, 73 et 92).

+

L'amende majorée serait, selon l'amendement, applicable à toute infraction aux dispositions législatives "coordonnées autrement" que par le Code des impôts sur les revenus. Une référence aussi imprécise ne peut être admise.

+

Selon l'amendement, l'amende administrative doit être proportionnelle. Le texte n'indique toutefois pas le terme de la comparaison. L'alinéa 2 de l'article 335 proposé n'apporte pas une clarté suffisante sur ce point.

+

Les auteurs de l'amendement préconisent de remplacer "belastingplichtige" par "belastingschuldige". Mais le texte français utilise le mot "contribuable" et non le mot "redevable".

+

Le texte de l'amendement supprime le pouvoir du Ministre des Finances ou de son délégué, de remettre, en tout ou en partie, les amendes administratives, sous le prétexte qu'il existe un recours judiciaire.

Le pouvoir du Ministre des Finances de remettre l'amende est traditionnellement attaché au caractère administratif de celle-ci. Ce pouvoir, déjà prévu par l'article 9 de l'arrêté du Régent du 18 mars 1831 organique de l'administration des finances, a été consacré par de nombreuses dispositions légales (1). La circonstance que le juge saisi d'une contestation sur l'impôt peut, à titre accessoire, décharger de tout ou partie de l'amende administrative, n'a pas été considérée comme excluant le pouvoir du Ministre des Finances, dont l'exercice a l'avantage de la simplicité et de la souplesse. La question de savoir si, en raison de la compétence du pouvoir judiciaire, il y a actuellement lieu de supprimer, en matière d'impôts sur les revenus, le pouvoir du Ministre des Finances de remettre l'amende administrative, est une question d'opportunité politique sur laquelle le Conseil d'Etat n'a pas à se prononcer.

Le Conseil d'Etat estime, toutefois, que si le pouvoir du Ministre était supprimé, il y aurait lieu d'ouvrir auprès des tribunaux un recours direct de pleine juridiction contre la décision infligeant l'amende administrative.

.../...

---

(1) Outre l'article 335 du Code des impôts sur les revenus, voir :
- l'article $202^4$ du Code des taxes assimilées au timbre,
- l'article 141 de l'arrêté royal n° 308 du 31 mars 1936 établissant le Code des droits de succession,
- l'article 219 de l'arrêté royal n° 64 du 30 novembre 1939 contenant le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe,
- l'article 74 de l'arrêté du Régent du 26 juin 1947 contenant le Code des droits de timbre.

6. Amendement présenté par M. Moureaux et consorts, à l'article 107 (doc. 310/19).

Encore que l'article 24 de la Constitution ne concerne que l'exercice des poursuites, on ne peut nier que la dénonciation de l'infraction au procureur du Roi constitue un préalable souvent indispensable à l'action de ce magistrat.

Toutefois, il ne s'agit, dans la disposition constitutionnelle, que des "faits de leur administration", donc des faits commis par les fonctionnaires dans l'exercice de leurs fonctions.

Si le fonctionnaire d'une administration fiscale a commis une infraction en relation avec ses intérêts privés, il sera traité selon la loi commune.

Plutôt que de se référer, dans la loi, à un article de la Constitution, ce qui est inhabituel, il est proposé d'ajouter à l'article 29 du Code d'instruction criminelle en projet, un alinéa 3 ainsi conçu :

"L'autorisation prévue à l'alinéa 2 n'est pas requise lorsqu'il s'agit d'une dénonciation dirigée contre un fonctionnaire public pour faits de son administration".

7. Amendement présenté par M. Van In de consorts, à l'article 109 (doc. 310/14).

Parmi les dossiers auxquels le contribuable aurait accès, on peut citer les comptes mobiles tenus par l'administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines, qui constituent un cadastre des fortunes utilisé notamment pour le contrôle des déclarations de succession.

Au paragraphe 2, pour être complet, on pourrait viser les "données automatisées ou informatisées".

+

Il ne convient pas de donner au contribuable le droit de faire supprimer ou effacer des données qui seraient incomplètes mais néanmoins exactes.

Quant à la pertinence de certaines indications, un conflit peut surgir entre l'administration fiscale et le contribuable. Ainsi l'indication de la cohabitation de deux personnes non mariées peut être jugée sans pertinence par le contribuable, mais utile par l'administration.

En cas de refus de suppression des mentions contestées, conformément à l'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours en annulation devant la section d'administration du Conseil d'Etat est ouvert au contribuable.

La deuxième phrase du paragraphe 2 de l'amendement serait, dès lors, mieux rédigé comme suit :

"Il a le droit de faire supprimer ou effacer les données erronnées ainsi que celles qui sont sans utilité pour le contrôle et la perception de l'impôt".

+

Le paragraphe 3 appelle les observations suivantes :

1. Il faut observer que le texte contenu dans l'article 244 du Code des impôts sur les revenus, qui impose le secret professionnel aux agents de l'administration, se retrouve dans d'autres articles des autres codes fiscaux. Or l'intention de l'auteur de l'amendement, exprimée par les mots "en matière fiscale", dépasse manifestement le cadre des impôts sur les revenus. La référence à l'article 244 du Code des impôts sur les revenus semble dès lors insuffisante.

2. Les termes "acte pénal" et "acte publicitaire" sont complètement inadéquats.

Les mots "susceptible de porter atteinte à" peuvent donner lieu à une interprétation trop large et doivent être remplacés par les mots "portant atteinte à".

3. La disposition vise, semble-t-il, en raison de sa référence à l'article 244 du Code des impôts sur les revenus, à assimiler l'atteinte à l'honneur ou à la réputation du contribuable, sans preuve des faits allégués, à la trahison du secret professionnel

Si l'auteur de l'amendement entendait créer une infraction nouvelle, celle-ci devrait être décrite avec plus de précision et le texte devrait indiquer les peines applicables, en ayant soin de ne pas interférer avec les articles 443 à 451 du code pénal.

+

Au paragraphe 4, il y a lieu d'écrire "article 29, alinéa 2" et non "article 39, alinéa 2".

Ce paragraphe paraît d'ailleurs inutile, puisque l'article 29, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle, tel qu'il sera modifié par l'article 107 du projet, devra s'appliquer lorsque le fonctionnaire aura eu connaissance des faits par une plainte anonyme.

Si l'auteur de l'amendement entendait - comme la justification permet de le croire - subordonner à l'autorisation du directeur régional l'utilisation, à l'intérieur de l'administration, d'une dénonciation anonyme, la rédaction du paragraphe 4 devrait être revue en y insérant un texte rédigé en des termes analogues à ceux de l'article 29, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle. Cette méthode serait préférable à celle d'un renvoi à ladite disposition.

8. Amendements présentés par M. de Wasseige, insérant des articles 115bis à 115tredecies (doc. 310/37).

Ces articles faisant l'objet des amendements reproduisent en grande partie les articles 1er à 7, 11, 12, 13 et 15 d'une proposition de loi de M. Colla, visant à améliorer les relations entre le citoyen et l'administration (1).

Saisi par le Président de la Chambre des Représentants, le Conseil d'Etat a donné, le 31 octobre 1984, un avis sur ladite proposition (2).

.../...

---

(1) Doc. Ch. 733 (1983-1984), n° 1.

(2) Doc. Ch. 733 (1983-1984), n° 2.

Les dispositions proposées dans l'amendement sont de nature à assurer une protection plus complète du contribuable, mais elles sont rédigées en des termes trop généraux, de telle sorte que si elles étaient rendues applicables en matière d'impôts, elles feraient surgir de graves difficultés.

Par exemple :

- la disposition de l'article 115ter, a, telle qu'elle est rédigée, ne permet pas de délimiter son champ d'application avec une précision assurant la sécurité juridique;

- selon la lettre de l'article 115decies, dès que, "en consultant les documents de son dossier, le contribuable constate l'existence d'éléments inexacts concernant sa personne ou son état de fortune", l'administration aurait l'obligation de rectifier ces éléments à la demande de l'intéressé, cela sans que le texte exige que des preuves lui soit fournies;

- aux termes de l'article 115tredecies,alinéa 2, "L'administration a le devoir de prendre l'initiative en matière d'information".

Il va de soi qu'en mettant à charge de l'administration une obligation aussi large et aussi vaguement déterminée, la disposition proposée risque de placer l'administration devant des difficultés difficilement surmontables.

S'il faut assurer une protection au contribuable, il importe aussi que, dans l'élaboration de la législation, il soit tenu compte des exigences du bon fonctionnement de l'administration.

---

De Raad van State moet zich binnen de korte termijn die hem is toegemeten, tot de hiernavolgende opmerkingen bepalen (1).

1. Amendement voorgesteld door de h. Egelmeers c.s. bij artikel 12 (Gedr. St. 310/15) (2).

Paragraaf 1 van artikel 56 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen wordt hier overgenomen zonder enige andere wijziging dan een vormverbetering.

+

Met paragraaf 2 wil de indiener van het amendement een beperking tot 2 miljoen frank invoeren voor de aftrek van sommen die besteed worden voor het aflossen of het herstellen van hypotheekleningen welke als voorwerp hebben de aankoop, de bouw of de verbouwing van een sociale woning.

De verantwoording bij het amendement verstrekt geen enkele uitleg over het waarom van die nieuwe beperking.

+

.../...

---

(1) Alle aan Raad van State ter fine van advies voorgelegde amendementen zijn amendementen op de door de Commissie aangenomen tekst (Gedr. St. 310, nr 2/5°).

(2) Alle verwijzingen gelden, tenzij anders is aangegeven, de stukken van de Senaat, zitting 1985-1986.

De indiener van het amendement komt op tegen de fiscale ongelijkheid die zou ontstaan doordat de definities van de begrippen "sociale woning" en "middelgrote woning" verschillen al naar gelang de vestiging ervan in de drie Gewesten van het land.

Het is juist dat de huisvesting een aangelegenheid is die ingevolge artikel 6, par. 1, IV, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen aan de Gewesten is overgedragen en dat de bepalingen van de Huisvestingscode thans gewijzigd kunnen worden door de overheden van het Gewest.

Verwijzing naar de Huisvestingscode, die nu een gewestelijk karakter heeft, moet bijgevolg worden vermeden in artikel 56, § 2, 1° en 2°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, dat een nationale wet is.

+

In de bevoegdheidsopdracht die de Koning in paragraaf 2, tweede lid, krijgt, behoeft geen bepaling van het begrip appartement voor te komen. Het begrip appartementsgedeelte of appartement ligt immers mede besloten in de definitie van wat een sociale woning of een middelgrote woning is.

+

In paragraaf 3 zouden de twee leden behouden moeten worden als afzonderlijke leden.

2. Amendement voorgesteld door de h. Geens c.s. bij artikel 13 (Gedr. St. 310/10).

Met de invoering van een nieuwe categorie van niet-bedrijfsuitgaven die van het gezamenlijk netto-inkomen mogen worden afgetrokken, is een politieke keuze gemoeid, waarover de Raad van State zich niet heeft uit te spreken.

Bij het amendement zijn geen opmerkingen te maken.

3. Amendementen voorgesteld door de h. De Smeyter c.s. bij de artikelen 38, 39 en 45 (Gedr. St. 310/3).

De indiener van het amendement wil de Regering ertoe verplichten het tarief van de moratoriuminterest in bepaalde belastingszaken te wijzigen zodra dat tarief meer dan 1,5 pct. gaat afwijken van de wettelijke rentevoet. De Koning alleen maar, vrijblijvend, machtigen om dat te doen, lijkt hem ontoereikend.

Er mag evenwel niet uit het oog worden verloren dat de wettelijke rentevoet krachtens artikel 2 van de wet van 5 mei 1865 betreffende de leningen tegen interest, gewijzigd bij de wet van 30 juni 1970, veranderd kan worden bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit. Die bepaling stelt de uitoefening van 's Konings bevoegdheid niet afhankelijk van enige voorwaarde.

Om de bedoeling van de indiener van het amendement te verwoorden, wordt de volgende tekst in overweging gegeven :

"De Koning past dat tarief derwijze aan dat het, vastgesteld op jaarbasis, niet meer dan 1,5 pct. afwijkt van de wettelijke rentevoet".

4. Amendementen voorgesteld door de h. Lallemand c.s. bij de artikelen 48 en 49 (Gedr. St. 310/32).

Ervan uitgaande dat de huisvesting sedert de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen tot de bevoegdheid van de Gewesten behoort, acht de indiener van het amendement de oprichting van een nieuwe Nationale Huisvestingsmaatschappij strijdig met die wet.

Met die opvatting zou moeten worden meegegaan als de nieuwe nationale maatschappij werkzaam zou zijn op het gebied van de huisvesting.

Er blijkt echter dat de Regering de oprichting op het oog heeft van een strikt financiële vennootschap die alleen tot doel zou hebben het herfinancieren van de vroegere, met Staatswaarborg uitgegeven leningen van de Nationale Huisvestingsmaatschappij en de Nationale Landmaatschappij.

Als dat zo is, levert de tekst van het door de Commissies aangenomen ontwerp geen stof op voor kritiek.

.../...

5. Amendement voorgesteld door de heren De Smeyter en Pataer, tot invoeging van een artikel 56bis (Gedr. St. 310/5).

De administratieve boete bedoeld in artikel 335 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen bestraft gepleegde overtredingen zonder dat daarom enig bedrieglijk opzet of oogmerk om te schaden hoeft te bestaan, in tegenstelling tot hetgeen in de artikelen 339 en volgende van het genoemde Wetboek is bepaald.

De indieners van het amendement willen de administratieve boete, waarvan het bedrag thans tussen 200 frank en 10.000 frank ligt, vertienvoudigen. Het bedrag ervan zou voortaan variëren tussen 2.000 frank en 100.000 frank.

Met de vaststelling van het bedrag van een administratieve boete is een vraag van politieke opportuniteit gemoeid waarover de Raad van State zich niet heeft uit te spreken. Wanneer de boete evenwel oploopt tot een zeer aanzienlijk bedrag, dient zij te worden beschouwd als een straf welke krachtens de grondwettelijke bepalingen (artikelen 7, 73 en 92), uitsluitend door de rechtbanken kan worden uitgesproken.

+

Luidens het amendement zou de verhoogde geldboete toepasselijk zijn op iedere overtreding van "niet middels dit Wetboek" (van de inkomstenbelastingen) "gecoördineerde wetsbepalingen". Een zo vage verwijzing kan niet worden aanvaard.

+

/

Het amendement stelt dat de administratieve boete proportioneel behoort te zijn maar zegt niet in vergelijking waarmee. Het tweede lid van het voorgestelde artikel 335 brengt daarover geen voldoende opheldering.

+

De indieners van het amendement willen de term "belastingplichtige" vervangen zien door "belastingschuldige". Maar de Franse tekst werkt met "contribuable", niet met "redevable".

+

De tekst van het amendement doet de bevoegdheid van de Minister van Financiën of diens gemachtigde om administratieve geldboetes geheel of gedeeltelijk kwijt te schelden, vervallen met als argument dat er een beroep op de rechter bestaat.

De bevoegdheid van de Minister van Financiën tot het kwijtschelden van de boete hangt traditioneel samen met het administratief karakter daarvan. Die bevoegdheid, waarin reeds voorzien was bij artikel 9 van het besluit van de Regent van 18 maart 1831 "organique de l'administration des finances", is door

talrijke wetsbepalingen bevestigd (1). Het feit dat een rechter bij wie een belastinggeschil aanhangig is gemaakt, in bijkomende orde gehele of gedeeltelijke ontheffing van de administratieve boete kan verlenen, werd niet geacht de bevoegdheid van de Minister van Financiën uit te sluiten. Het voordeel van die bevoegdheid is dat er eenvoudig en soepel mee gewerkt kan worden. De vraag of er thans wegens de bevoegdheid van de rechterlijke macht reden is om de bevoegdheid van de Minister van Financiën tot het kwijtschelden van de administratieve boete te doen vervallen terzake van inkomstenbelastingen is een vraag van politieke opportuniteit waarover de Raad van State zich niet heeft uit te spreken.

Wel vindt de Raad van State dat, als de bevoegdheid van de Minister zou worden afgeschaft, er bij de rechtbanken tegen de beslissing die een administratieve boete oplegt, een beroep met volle rechtsmacht zou moeten worden opengesteld.

.../...

---

(1) Zie, benevens artikel 335 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen :
- artikel $202^4$ van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taxes,
- artikel 141 van het koninklijk besluit nr. 308 van 31 maart 1936 tot invoering van het Wetboek der successierechten,
- artikel 219 van het koninklijk besluit nr. 64 van 30 november 1939 houdende het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten,
- artikel 74 van het besluit van de Regent van 26 juni 1947 houdende het Wetboek der zegelrechten.

6. Amendement voorgesteld door de h. Moureaux c.s., op artikel 107 (Gedr. St. 310/19).

Hoewel artikel 24 van de Grondwet alleen het instellen van vervolgingen betreft, kan niet worden ontkend dat aangifte van het misdrijf bij de Procureur des Konings, een vaak noodzakelijke voorwaarde is voor het optreden van die magistraat.

Het gaat in de grondwetsbepaling evenwel alleen om "daden van hun bestuur", om daden dus door ambtenaren verricht bij de uitoefening van hun ambt.

Indien de ambtenaar van een fiscaal bestuur een misdrijf begaat in verband met zijn private belangen, wordt hij behandeld volgens het gemene recht.

Veeleer dan in de wet te verwijzen naar een artikel van de Grondwet, wat ongewoon is, wordt voorgesteld aan het ontworpen artikel 29 van het Wetboek van strafvordering, een derde lid toe te voegen, dat als volgt luidt :

"De machtiging waarin het tweede lid voorziet, is niet vereist wanneer het gaat om een aangifte gericht tegen een openbaar ambtenaar wegens daden van zijn bestuur".

.../...

7. Amendement voorgesteld door de h. Van In c.s., op artikel 109 (Gedr. St. 310/14).

Onder de dossiers waartoe de belastingplichtige toegang zou krijgen, kunnen worden genoemd de losse rekeningen die worden bijgehouden door het bestuur van de belasting over de toegevoegde waarde, de registratie en de domeinen, welke rekeningen een kadaster van de vermogens vormen dat onder meer wordt gebruikt voor de controle op de aangiften van nalatenschap.

In paragraaf 2 zouden volledigheidshalve ook de "geautomatiseerde of geïnformatiseerde gegevens" kunnen worden vermeld.

+

Het gaat niet aan de belastingplichtige het recht te verlenen om gegevens te doen vernietigen of uit te wissen die onvolledig maar niettemin juist zijn.

In verband met de relevantie van bepaalde gegevens kan er een geschil rijzen tussen het fiscaal bestuur en de belastingplichtige. Zo kan de inlichting dat twee ongehuwden samenleven door de belastingplichtige als niet terzake dienend, door het bestuur daarentegen als nuttig worden beschouwd.

.../...

Ingeval de schrapping van de betwiste gegevens wordt geweigerd, kan de belastingplichtige, overeenkomstig artikel 14 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beroep tot nietigverklaring instellen bij de afdeling administratie van de Raad van State.

De tweede volzin van paragraaf 2 van het amendement zou, derhalve, beter als volgt worden gesteld :

"Hij heeft het recht om de verkeerde gegevens alsook de gegevens welke generlei nut opleveren voor de controle op en het innen van de belasting, te doen vernietigen of uit te wissen.

+

.../...

Paragraaf 3 geeft aanleiding tot de volgende opmerkingen :

1. Er zij op gewezen dat de in artikel 244 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen vervatte tekst, die aan de personeelsleden van het bestuur het beroepsgeheim oplegt, ook voorkomt in andere artikelen van de andere fiscale wetboeken. De bedoeling die de indiener van het amendement te kennen geeft met het woord "- fiscaal" gaat echter duidelijk het bestek van de inkomstenbelastingen te buiten. Het lijkt derhalve onvoldoende naar artikel 244 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen te verwijzen.

2. De termen "handeling op strafrechtelijk vlak" en "handeling op publicitair vlak" zijn volkomen ongeschikt.

De woorden "die van aard is om ... aan te tasten", kunnen aanleiding geven tot een te ruime interpretatie en moeten vervangen worden door de woorden "die ... aantasten".

3. Met die bepaling wordt, gelet op de verwijzing naar artikel 244 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, blijkbaar beoogd de aantasting van de eer of de goede naam van de belastingplichtige, zonder dat de beweerde feiten bewezen zijn, gelijk te stellen met verraad van het beroepsgeheim.

Als het de bedoeling van de indiener van het amendement is in een nieuwe overtreding te voorzien, moet deze nauwkeuriger omschreven worden en moeten de toepasselijke straffen worden vermeld, waarbij men er zorg voor moet dragen dat de artikelen 443 tot 451 van het Strafwetboek niet worden doorkruist.

+

In paragraaf 4 schrijve men "artikel 29, tweede lid", en niet "artikel 39, tweede lid".

Deze paragraaf lijkt trouwens overbodig daar artikel 29, tweede lid, van het Wetboek van Strafvordering, zoals dat bij artikel 107 van het ontwerp zal worden gewijzigd, toepasselijk zal zijn wanneer de ambtenaar van de feiten kennis heeft gekregen door een naamloze klacht.

Als het - zoals men op grond van de verantwoording kan aannemen - de bedoeling van de indiener van het amendement is het gebruik van een naamloze aangifte binnen de administratie afhankelijk te maken van de toestemming van de gewestelijke directeur, moet de redactie van paragraaf 4 worden herzien door invoeging van een tekst die in soortgelijke bewoordingen is gesteld als die van artikel 29, tweede lid, van het Wetboek van Strafvordering. Een dergelijke werkwijze valt te verkiezen boven het werken met een verwijzing naar de bepaling in kwestie.

8. Amendementen voorgesteld door de Heer de Wasseige, tot invoeging van de artikelen 115bis tot 115tredecies (Gedr. St. 310/37).

De artikelen waarover het in de amendementen gaat, nemen de artikelen 1 tot 7, 11, 12, 13 en 15 over van een wetsvoorstel van de heer Colla, tot verbetering van de betrekkingen tussen de burger en zijn bestuur (1).

De Raad van State, daarom verzocht door de Voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers, heeft over het genoemde voorstel geadviseerd op 31 oktober 1984 (2).

.../...

---

(1) Gedr. St. Kamer 733 (1983-1984), nr. 1.

(2) Gedr. St. Kamer 733 (1983-1984), nr. 2.

De in het amendement voorgestelde bepalingen zijn wel van die aard dat zij een vollediger bescherming van de belastingplichtige garanderen. Maar zij zijn in te algemene bewoordingen gesteld zodat zij, als zij toepasselijk zouden worden gemaakt inzake belastingen, ernstige moeilijkheden zouden doen rijzen.

Bij voorbeeld :

- de bepaling van artikel 115ter, a, zoals ze geredigeerd is, maakt het niet mogelijk de werkingssfeer ervan met een zodanige nauwkeurigheid af te bakenen dat de rechtszekerheid veilig is gesteld;

- volgens de letter van artikel 115decies zou van het ogenblik af dat "de belastingplichtige, bij het inzien van de documenten van zijn dossier, vaststelt dat bepaalde gegevens omtrent zijn persoon of de toestand van zijn vermogen onjuist zijn", het bestuur verplicht zijn om die gegevens op verzoek van de belanghebbende te verbeteren, zonder dat de tekst vereist dat aan het bestuur bewijzen worden bezorgd;

- artikel 115tredecies, tweede lid, luidt aldus : "Het bestuur heeft de plicht initiatief te nemen inzake voorlichting".

Het is duidelijk dat als men het bestuur met een zo ruime en zo vaag gehouden verplichting belast, er gevaar bestaat dat het ten gevolge van de voorgestelde bepaling voor moeilijkheden komt te staan die het moeilijk te boven kan komen.

Moet de bescherming van de belastingplichtige gegarandeerd worden, het is ook van belang dat bij de voorbereiding van de wetgeving gelet wordt op hetgeen vereist is voor een goede werking van het bestuursapparaat.

---

La chambre était composée de

Messieurs : J. LIGOT,
de Heren : président de chambre,
kamervoorzitter,

Ch. HUBERLANT,
J.-J. STRYCKMANS,
conseillers d'Etat,
staatsraden,

Madame : R. DEROY,
Mevrouw : greffier,
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifier sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. G. PIQUET, premier auditeur.

De overeenstemming tussen de Frans en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. G. PIQUET, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

R. DEROY,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. LIGOT,